

PROJET DE FINANCES 2009 : UN BUDGET DE RIGUEUR

Depuis des mois, je ne cesse de dénoncer, avec mes collègues députés socialistes la politique du gouvernement, son inaction face à la dégradation de la situation économique et budgétaire de notre pays, à la hausse de l'inflation et au développement de la précarité.

La politique menée depuis 2007 se révèle, un an après, être un échec désastreux pour les Françaises et les Français.

Ce n'est pas la maigre augmentation du SMIC au 1^{er} juillet qui les aidera à faire face à l'augmentation des prix alimentaires, de l'énergie, des carburants ou des loyers.

Au lieu d'aider les ménages les plus modestes, ce gouvernement les pénalise particulièrement.

Depuis le 1^{er} janvier 2008, les malades doivent acquitter 50 centimes d'euros par boîte de médicaments et par acte paramédical au titre des franchises alors que 15 milliards d'euros par an sont accordés par l'Etat essentiellement en faveur des plus aisés par la mise en œuvre du paquet fiscal !

*Au lieu de favoriser l'investissement et la recherche pour aider les entreprises à préparer l'avenir,
Au lieu de soutenir les salariés et les retraités,
Cette majorité ne fait qu'accroître les difficultés économiques et sociales de notre pays.*

L'ÉDUCATION EN DANGER

Le budget 2009 de l'Education nationale ne résout pas les problèmes déjà rencontrés à l'occasion de la rentrée 2008 et des rentrées précédentes. Au contraire, il les aggrave.

● 13 500 postes supprimés dans l'Education nationale qui s'ajoutent aux 11 200 suppressions effectives de la rentrée 2008

● 9 500 postes supprimés dans le secondaire pour la rentrée 2009 alors que le nombre d'élèves va augmenter

● 1 500 postes supprimés dans les réseaux d'aides spécialisées aux élèves présentant des difficultés (RASED)

Le gouvernement sacrifie l'avenir des enfants,

Le gouvernement n'hésite pas à abandonner les enfants en difficultés scolaires,

Le gouvernement aggrave les inégalités entre les élèves



ASPHYXIE DES ASSOCIATIONS D'ÉDUCATION POPULAIRE

Après s'être employé à démolir l'école publique, en supprimant des postes d'enseignants, en retirant des programmes scolaires les enseignements permettant l'accès de tous à la culture, à la construction d'un esprit critique, en institutionnalisant l'école garderie avec un droit d'accueil inapplicable, en diminuant l'accompagnement au sein des RASED des élèves les plus en difficultés, le gouvernement décide d'attaquer l'éducation populaire. Ce mouvement dont l'objectif est de construire, hors de l'école, des citoyens actifs capables de jugement par l'accès au savoir et à la culture pour tous.

Pour 2009, un budget catastrophique :

● Moins 11 % pour la jeunesse et la vie associative, suppression de tous les postes mis à disposition par l'éducation nationale auprès de ces associations

● Moins 5% à la vie associative en général

● Moins 25% aux associations d'éducation populaire

Dès 2008, asphyxie des associations d'éducation populaire : non-versement du montant de subventions prévu par les conventions pluriannuelles d'objectifs.



MISSION « IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION » TOUJOURS PLUS DE RECONDUITES A LA FRONTIÈRE !

Le budget pour 2009 de la mission «immigration, asile et intégration» connaît une baisse de plus de 15%.

● Fermeture de plates-formes d'accueil

● Aucune nouvelle création de places en centre d'accueil pour demandeurs d'asile pour 2009 alors même qu'aucune place n'a été créée en 2008

● Demandeurs d'asile toujours exclus du bénéfice de l'allocation temporaire d'attente

● Sous évaluation chronique des dotations prévues pour l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile

ayant pour conséquence inévitable un transfert des charges sur les collectivités territoriales.

Mais une politique du chiffre affirmée par une augmentation du budget pour les éloignements :

Ce budget consacre la recherche du chiffre en matière de reconduite à la frontière.

Pour 2009, il est prévu 28 000 éloignements et 1000 de plus par an jusqu'en 2011.

PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE 2009 :

UN PROJET DE RENONCEMENT, UN PROJET IRRÉALISTE, INEFFICACE ET INJUSTE

Depuis 2002, la nouvelle majorité nous promet de remettre à l'équilibre la sécurité sociale. Mais, elle accumule en moyenne 10 milliards de déficit par an, la somme des déficits cumulés de 2002 à 2008 dépasse 80 milliards d'euros.

Désormais, le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 est essentiellement centré sur l'objectif de contenir le déficit du régime général à 8,6 milliards au lieu de 15 milliards, c'est-à-dire à trouver plus de 6 milliards via une hausse des recettes et des mesures d'économie.

Le discours sur la responsabilisation des assurés et des professionnels demeure idéologiquement dominant. Il irrigue toutes les politiques sociales conduites par le gouvernement : **Age de la retraite repoussé à 70 ans ; Chômeurs soupçonnés et sanctionnés ; Soins et tarifs sous haute surveillance ; Hôpital sommé d'être plus performant sans moyens supplémentaires ...**

Eric WOERTH, Ministre du Budget, est un virtuose des comptes publics. Il réussit en dépit de la crise financière et de l'impact forcément négatif de cette dernière sur les comptes de la sécurité sociale à faire des économies !

Au moment où le Président de la République et le Gouvernement mettent en œuvre un plan de sauvetage des établissements financiers, ils seraient bien inspirés d'envisager un plan de sauvetage de la sécurité sociale.

RÉFORME DE L'« AUDIOVISUEL PUBLIC » LA RÉFORME DE TOUS LES DANGERS

Comme nous le redoutions dès janvier 2008, l'audiovisuel public va être étranglé financièrement et mené d'une main de fer au détriment du pluralisme de l'information et de l'indépendance des rédactions. Le président de la République nommera et révoquera le Directeur des chaînes publiques de France télévisions sur simple décision. Pour être nommé et rester en fonction, il faudra que ce Directeur plaise ou ne déplaie pas au Président de la République.

Depuis le 5 janvier, la suppression de la publicité sur France Télévisions après 20 heures est effective.

Pour la 1^{ère} fois dans l'histoire de la V^{ème} République, une loi est appliquée avant même qu'elle soit votée par les deux chambres du Parlement ! Est-ce ainsi que le Gouvernement et le président de la République entendent revaloriser le Parlement ?

FACE A LA CRISE, IL EXISTE DES SOLUTIONS

Pour faire face à la crise financière, il est nécessaire de mener une politique économique et sociale de relance et d'augmentation du pouvoir d'achat de tous les Français et pas uniquement de ceux qui bénéficient du bouclier fiscal.

- Revaloriser les salaires
- Dissuader les entreprises d'avoir recours à des contrats favorisant la fragilité sociale et la précarité (CDD de courte durée, intérim...)
- Baisser la TVA, doubler la prime pour l'emploi, instaurer une prime transport obligatoire et identique pour tous les salariés, supprimer les franchises médicales, majorer les pensions de retraite.
- Supprimer le bouclier fiscal, plafonner le montant des déductions du revenu imposable, plafonner globalement le montant des réductions d'impôt sur le revenu
- Encourager l'investissement, aider les petites et moyennes entreprises à l'exportation, augmenter l'ensemble des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales.

Pour mettre fin aux dérives du système financier, des mesures immédiates et concrètes permettent d'agir pour la transparence des rémunérations et pour aider les Français touchés par la crise.

- Lutter contre les paradis fiscaux et les dérives du système financier

Au moment du débat sur le projet de loi de finances pour 2008 puis tout au long de l'année 2008, nous, députés socialistes avons interpellé le Gouvernement sur les risques de la crise en cours en 2007 aux Etats Unis qui, en réponse a toujours affirmé qu'il n'y aurait aucun impact, qu'aucun établissement bancaire et financier ne pouvait être touché !

GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT : L'URGENCE ÉCOLOGIQUE !

Le Grenelle de l'environnement fait désormais partie de notre langage courant, ces termes désignent tout d'abord cette formidable concertation qui a réuni autour de la table des représentants de l'ensemble des composantes de notre société avec pour but d'aboutir à des propositions devant servir de rails aux décisions publiques nécessaires, indispensables pour notre planète.

Le Parlement a été saisi d'un projet de loi dit «Grenelle 1» qui est une loi de programmation et d'orientation que les parlementaires ont voté à l'unanimité à la fin de l'année 2008. Dans celui-ci, engagements financiers et calendaires sont rares, au profit de nombreuses formules du style : «le Gouvernement étudiera la possibilité de», «il sera envisagé de», «le Gouvernement soutiendra l'effort de», «il favorisera», «pourra être alloué», «sera mis à l'étude», «sera examiné», «sera renforcé», sans jamais dire comment et quand.

Le projet de loi de finances évoque quant à lui un effort à hauteur de 1,2 milliards d'euros pour asseoir l'exécution du Grenelle, mais la période de réalisation s'étale sur trois exercices ! Au cours du débat, j'ai présenté et fait voter un amendement introduisant une référence à un état «d'urgence écologique», ajout d'importance car il impose désormais, que les mesures programmées soient à la hauteur de ce constat, il impose que l'on mobilise les moyens adéquats tant au plan financier qu'humain. Le texte contient maintenant des idées fortes, il appartient aux parlementaires de sécuriser et optimiser leur mise en œuvre.

Le Gouvernement a parlé de priorité pour le Grenelle, mais l'argent mobilisé peut-il se comparer aux sommes que l'Etat a injectées pour sauver les banques, l'industrie automobile !

Je suis pour un dictionnaire politique dans lequel le terme « priorité » ait un même périmètre !